

Lettre de Maurice Couve de Murville à Antoine Pinay (Washington, 28 juillet 1955)

Légende: Le 28 juillet 1955, Maurice Couve de Murville, ambassadeur de France à Washington, informe Antoine Pinay, ministre français des Affaires étrangères, de la réserve des dirigeants américains au sujet de l'attitude soviétique et des résultats de la Conférence de Genève sur les relations Est-Ouest.

Source: Ministère des Affaires étrangères ; Commission de Publication des DDF (sous la dir.). Documents diplomatiques français. Volume II: 1955, 1er juillet-31 décembre. Paris: Imprimerie nationale, 1988. 1027 p. p. 150-152.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République Française

URL: http://www.cvce.eu/obj/lettre_de_maurice_couve_de_murville_a_antoine_pinay_washington_28_juillet_1955-fr-d4e69c56-774d-4568-8e70-8321338c2a53.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Lettre de Maurice Couve de Murville à Antoine Pinay (Washington, 28 juillet 1955)

T. n° 4010.

Washington, 28 juillet 1955.

(Reçu: 1er août, 11h56.)

Au retour de Genève de la délégation américaine, les experts du département d'État se montrent prudents dans leurs appréciations des résultats de la Conférence et de l'attitude des Soviets.

Les conversations privées que les chefs de la délégation américaine ont eues avec les représentants soviétiques ont convaincu les Américains que les dirigeants actuels des Soviets cherchaient véritablement à faire l'expérience d'un système de gouvernement collégial, et qu'ils voulaient éviter le retour d'un régime semblable à celui qu'ils avaient connu du vivant de Staline.

Les experts américains ne cherchent pas à minimiser l'importance du changement de ton des dirigeants soviétiques. Ils sont convaincus que les Soviets veulent éviter « tout incident » et cherchent réellement une détente tout au moins dans l'atmosphère des relations internationales, mais cette appréciation est accompagnée de multiples réserves. D'une part, les Américains expriment l'espoir que ce changement de ton se manifesterait non seulement chez les dirigeants soviétiques, mais aussi dans la presse de l'U.R.S.S. et des satellites, et que les organes communistes cesseraient leurs attaques contre « les impérialistes américains et les incitateurs à la guerre ». D'autre part, tout en se félicitant de l'unité manifestée par les puissances occidentales et, en particulier, des excellentes conditions dans lesquelles les experts alliés ont travaillé à Paris, les Américains sont soucieux de l'effet que peut produire sur l'opinion publique en Europe occidentale le changement de tactique des Soviets.

Ils restent persuadés que le but des Soviets est d'amener les puissances occidentales à relâcher leur vigilance et si possible de les diviser. Ils sont toutefois d'avis que si les Soviets peuvent faire à M. Adenauer d'alléchantes propositions, notamment en matière commerciale, et mettre ainsi le Chancelier dans une position délicate, le gouvernement soviétique n'est pas encore en mesure de faire des offres qui permettraient de résoudre le problème de l'unification de façon satisfaisante pour l'opinion allemande. En outre, les services américains sont très conscients de l'incertitude que créerait la disparition du vieil homme d'État allemand et des possibilités de manœuvres qui s'offriraient alors aux Soviets. On se félicite au département d'État de l'attitude adoptée au sujet de l'unification allemande par la délégation française qui, estime-t-on ici, a ainsi contribué à renforcer considérablement la position des puissances occidentales.

Les services du département d'État constatent surtout que si les Soviets recherchent une détente, leur seule concession est d'avoir adopté un ton normal dans les discussions internationales, mais que, quant au fond, leur position est inchangée comme l'a montré l'attitude de M. Molotov. Les experts sont quelque peu inquiets du libellé des directives aux ministres et craignent que M. Molotov, en octobre, ne se prévale des concessions de la dernière heure à la Conférence des chefs de gouvernement pour défendre sa thèse de la priorité de la sécurité sur l'unification de l'Allemagne.

De l'avis du département d'État, la question du désarmement sera le thème essentiel des futures négociations. Il ne s'attend pas à des décisions brusques et spectaculaires, mais à des discussions serrées avançant progressivement. Afin de s'y préparer, M. Stassen va pousser activement la mise au point des études dont il est chargé et on estime au département d'État que, vers le 15 août, le gouvernement américain sera en mesure de faire connaître à ses alliés ses conclusions sur ce sujet.